INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 1er septembre 2022**

* Les bourses ont encore fini en recul, s'inscrivant encore une fois massivement dans le rouge de Paris à Francfort en passant par Londres. Le CAC 40 a cédé 1,48% à 6 034,31 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a abandonné 1,89% à 3 450,66 points. La semaine prochaine, dans le sillage de la Fed outre-Atlantique, la Banque centrale européenne (BCE) s'apprête à relever ses taux sans doute de 75 points de base, selon les prévisions des analystes. Aux Etats-Unis, l'heure est également à la prudence. Vers 17h30, le Dow Jones perd 0,34% et le Nasdaq 1,89%.
* Fitch Ratings s'attend ainsi à ce que l'intensification de l'inflation, combinée à la réduction des perspectives de croissance du PIB mondial et au resserrement de la politique monétaire, mette les profils de crédit des entreprises de la région EMEA sous une pression croissante en 2023-2024. Les rouages habituels se grippent, et ce de part et d'autre de l'Atlantique. Wall Street s'achemine d'ailleurs vers sa cinquième journée de baisse consécutive.
* Il ne faudra pas attendre dans l'immédiat de signes de reprise en provenance de la Chine. Face à une résurgence de la pandémie de Covid, Beijing a de nouveau recours à la méthode forte du confinement comme à Chengdu, l'une des principales villes du pays. A Paris, les valeurs du luxe, très exposées à la Chine, en subissent les retombées. A la mi-séance, ce jour Kering affichait la plus forte baisse du CAC 40 (-3,01% à 487,85 euros).
* Outre les risques de ralentissement de l'activité, un autre problème mobilise les entreprises : l'énergie, même si le Brent s'inscrit en recul de 3,55% à 93,07 dollars. Les livraisons de gaz par Gazprom à ses clients européens se tendent dans le sillage de la guerre en Ukraine et la hausse des coûts doit être endiguée pour préserver leurs marges.
* A l'approche de l'hiver, cette crise énergétique rend les pays membres de l'Union européenne de plus en plus fébriles. Ursula von der Leyen présentera le 14 septembre les propositions de la Commission européenne pour plafonner les prix de l'énergie.
* En juillet 2022, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro était de 6,6%. Il s'établit légèrement au-dessous du niveau atteint en juin 2022 qui était de 6,7% (révisé de 6,6%), a annoncé Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Comparé à l'an passé à la même époque, ce chiffre s'inscrit en baisse par rapport à juillet 2021 où il s'établissait à 7,6%.
* L'indice des directeurs d'achat (PMI) de S&P Global prenant en compte le secteur manufacturier est ressorti à 50,6 au mois d'août en France contre une estimation "flash" de 49 et après 49,5 en juillet. "Le niveau de l’indice masque toutefois la fragilité actuelle du secteur manufacturier français, révélée par les nouveaux replis de la production et des nouvelles commandes", a commenté S&P Global.
* Le cours de la tonne de cuivre à Londres cède près de 3% à 7 572 dollars, pénalisé par la perspective d'une prochaine récession de l'économie européenne. Les résultats des enquêtes d'activité auprès des directeurs d'achat du Vieux Continent confirment que l'inflation conduit les ménages à réduire leurs dépenses tandis que les entreprises restent pénalisées par des problèmes d'approvisionnement. En cinq séances, le métal rouge a chuté d'environ 9%.
* L'euro reste toujours aussi volatil. Vers 17h30, la monnaie unique cède 1,1% à 0,9941 dollar, pénalisée par la crainte d'une entrée en récession des pays de la zone euro. Les derniers indicateurs économiques, notamment les PMI, ne prêtent guère à l'optimisme, tout comme les prévisions des gouvernements et des économistes. Par ailleurs, les tensions sur les prix de l'énergie qui alimentent l'inflation, pèsent également sur la devise européenne.

**SOCIETES**

* Pernod Ricard a gagné 0,46% à 184,40 euros, surperformant le CAC 40. Le numéro deux mondial des vins et spiritueux a dévoilé ce matin des résultats annuels supérieurs aux attentes, marqués notamment par un chiffre d'affaires record. Le propriétaire de la vodka Absolut et du whisky Jameson a gagné des parts de marché dans la plupart de ses marchés. Il est parvenu à relever ses prix pour compenser l'inflation. L'activité a bénéficié du rebond des ventes dans les lieux de transports (travel retail) et de la dynamique retrouvée dans a consommation dans les bars et restaurants (on-trade).

Au titre de l'exercice 2021/2022 clos fin juin, le numéro deux mondial des vins et spiritueux a réalisé un bénéfice net de 1,996 milliard d'euros, en progression de 53%.

Le chiffre d'affaires est ressorti à 10,701 milliards d'euros, en hausse de 21%. La croissance organique atteint 17%.

Le chiffre d'affaires 2021/22 est en croissance à deux chiffres dans toutes les régions.

En Amérique, les ventes ont grimpé de 12% avec une très forte croissance en Amérique du Nord et croissance très dynamique en Amérique latine, soutenues par un fort rebond du Travel Retail.

Dans la zone Asie/Reste du Monde, les ventes ont gagné 19%, une croissance tirée par l'Inde, la Turquie, la Chine et l'Afrique sub-saharienne. Les performances en Corée et au Japon sont également très bonnes.

En Europe enfin, les ventes ont progressé de 19%, une croissance tirée par l'Espagne, l'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni, avec un très fort rebond du Travel Retail.

* En hausse de 3,60% à 16,11 euros, Euroapi poursuit sur sa lancée après la publication de résultats semestriels solides et la confirmation de ses objectifs annuels. L'ancienne filiale de Sanofi, spécialisée dans les principes actifs et introduite en Bourse en mai dernier, a réalisé sur les six premiers mois de l'exercice un résultat net de 16,7 millions d'euros contre une perte de 1,1 million un an plus tôt.

L'Ebitda "core" a atteint 70,3 millions, en hausse de 91,6%, faisant ressortir une marge sur Ebitda "core" de 14,5%, en amélioration de 128 points de base grâce à une hausse des volumes et des prix. Le chiffre d'affaires a progressé de 10,1% à 483,8 millions d'euros.

* Selon le quotidien Le Monde, Aramco, le géant pétrolier saoudien, serait le pétrolier susceptible de monter à bord de la future entité de moteurs thermiques que Renault veut créer prochainement. Comme indiqué hier dans une information de Reuters, la nouvelle structure accueillerait à son capital le constructeur automobile chinois Geely Automobile Holdings. Toujours selon Reuters, Renault conserverait 40% de l'entité thermique, Geely entrerait au même niveau, 40%, et le pétrolier à hauteur de 20%.

Renault (-0,93% à 28,37 euros) doit encore détailler à l'automne lors d'un "capital market day" son projet visant à créer en son sein un pôle électrique basé en France, et un autre basé à l'étranger et rassemblant des sites de moteurs et de transmissions essence et hybrides en Espagne, au Portugal, en Turquie, en Roumanie et en Amérique latine.

* Le cours de Lufthansa a subi un repli de 3,10% à 5,75 euros. Le transporteur allemand et sa filiale à 100% Lufthansa Cargo font face à un appel à la grève le 2 septembre de la part du syndicat de pilotes allemand Vereinigung Cockpit. L'organisation syndicale a annoncé hier soir que les négociations d'augmentations salariales entamées avec la compagnie aérienne Lufthansa avaient échoué. Vereinigung Cockpit a accusé jeudi Lufthansa de ne pas avoir amélioré son offre précédente, ne laissant aux pilotes d'autre choix que de se mettre en grève pour faire valoir leurs revendications.

Selon Lufthansa, la compagnie avait proposé une augmentation unique de 900 euros, soit une hausse de 5% pour les pilotes chevronnés et de 18% pour ceux en début de carrière.

Le syndicat avait demandé une augmentation de 5,5% cette année et une augmentation automatique supérieure à l'inflation en 2023. En outre, les pilotes réclament une nouvelle structure de rémunération et de congés qui, selon la compagnie aérienne, augmenterait ses frais de personnel d'environ 40%, soit quelque 900 millions d'euros sur deux ans.

Le groupe Lufthansa affirme également que le syndicat demande des avantages salariaux qui sont "au-delà de toute justification", et affirme que l'ensemble de ses revendications entraînerait une augmentation des coûts du poste de pilotage de quelque 900 millions d'euros, soit plus de 40%, sur une période de deux ans.

Les analystes de Stifel soulignent dans leur note d'analyse qu'un jour de grève complet entraînerait une baisse de l'Ebit d'environ 30-35 millions d'euros (indication antérieure de la direction), à comparer aux 988 millions d'euros d'Ebit total que l'entreprise devrait réaliser cette année selon les estimations prévisionnelles du broker. En d'autres termes, un jour de grève représentera environ 3-4% de l'Ebit de cette année.

La dernière grande grève des pilotes en 2017 s'est soldée par 17 jours de grève et un impact sur l'Ebit d'environ 500 millions d'euros.

* Le géant du conseil anglo-américain Accenture, en repli de 0,83% à 286,06 dollars à la bourse new-yorkaise, a acquis Carbon Intelligence, cabinet de conseil en stratégie carbone et changement climatique, employant plus de 160 experts en durabilité. Basé à Londres, Carbon Intelligence a pour mission d'aider les entreprises mondiales à comprendre leur empreinte carbone globale et les moyens de la réduire, en utilisant les stratégies de l'initiative Science Based Targets (SBTi) qui conduisent à une refonte transformationnelle des modèles économiques et des chaînes de valeur des clients.

Le montant de l'opération n'a pas été communiqué.

La société est un partenaire accrédité clé du CDP (anciennement Carbon Disclosure Project) et est régulièrement reconnue pour la qualité de son travail visant à aider les clients à mesurer et à gérer leurs émissions.

Carbon Intelligence est la cinquième acquisition d'Accenture axée sur le développement durable au cours de l'année écoulée, qui vient s'ajouter à l'expansion significative des capacités mondiales de l'entreprise grâce à l'investissement dans son personnel et au recrutement des meilleurs talents.

**ANALYSES**

* A première vue, c'est une bonne nouvelle. Pour la première fois depuis de longs mois, l'inflation en France s'est offert un répit. La hausse des prix à la consommation a ralenti en août à 5,8% sur un an, comme en juin, après 6,1 % au mois de juillet, selon l'estimation provisoire publiée ce mercredi par l'Insee. Mais à ce stade, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, se garde bien de crier victoire et n'envisage pas d'accalmie avant le premier trimestre 2023.

Alors que la crise énergétique liée à la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales contre la Russie entraînent la plus forte vague d'inflation depuis quarante ans, « ce reflux tient de fait uniquement à la détente des cours de l'énergie. Entre la baisse des cours du pétrole brut et la remise de 18 centimes à la pompe, mise en place par l'exécutif, les prix des carburants ont enregistré un recul de plus de 15 % depuis leur pic atteint en juin », a calculé Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo BHF.

Tous les autres prix progressent, en revanche. Les étiquettes des produits alimentaires ont ainsi continué de s'envoler, en hausse désormais de 7,7 % sur un an, contre 6,8 % à fin juillet. Et les prix des produits manufacturés bondissent eux aussi, de 3,5 %, comme ceux des services, de 3,9 %. Sur un mois, les prix à la consommation augmentent de 0,4 % après + 0,3 % en juillet, indique l'institut de la statistique.

Une évolution « pas vraiment favorable », comme le souligne dans une note publiée ce mercredi Charlotte de Montpellier, économiste chez ING, pour qui « il est trop tôt pour parler d'un véritable ralentissement de l'inflation ».

C'est d'ailleurs l'avis qui domine chez les économistes aujourd'hui. Pour eux, le reflux des prix constaté en août ne signifie pas que le pic d'inflation en France est passé. Le renforcement de la remise à la pompe de 18 centimes à 30 centimes par litre d'essence acheté à partir du 1er septembre, et pour deux mois, devrait certes calmer le jeu en septembre et en octobre. Mais les prix de l'énergie restent très volatils, « ce qui rend difficile de savoir si l'inflation globale a déjà atteint son pic », relève l'experte d'ING. Par ailleurs, « le mouvement de fond des prix, hors essence, est orienté à la hausse jusqu'à la fin de l'année », souligne Charles-Henri Colombier, économiste chez Rexecode.

Alors qu'il y a quelques semaines, une accalmie pouvait selon lui être envisagée en fin d'année, l’explosion récente des prix du gaz et de l’électricité a également changé la donne. « Le choc va se répercuter sur la structure de coûts des entreprises, et risque de ce fait de se diffuser dans l'économie », affirme-t-il.

Selon les économistes, la situation risque surtout de se tendre en 2023. De fait, l'exécutif ne cache pas son intention de faire évoluer le bouclier tarifaire sur le prix du gaz et de l'électricité pour mettre en place un dispositif ciblé sur les ménages les plus modestes.

« Ce bouclier a permis de retirer 2 points d'inflation à la France, qui vont réapparaître si le dispositif s'arrête », prévient Patrick Artus, conseiller économique de Natixis. Alors que l'Hexagone peut se targuer d'une inflation nettement plus faible que la moyenne de la zone euro, la situation pourrait s'inverser l'an prochain, selon Charlotte de Montpellier, qui rappelle que « les effets de base seront moins favorables que dans les pays voisins ». « In fine, un dispositif d'aides moins généreux se traduira par des pertes de pouvoir d'achat l'année prochaine », résume Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, qui voit de gros nuages noirs s'accumuler sur l'économie française en fin d'année.

Pour l'instant, celle-ci résiste. Ce mercredi, l'Insee a confirmé la hausse de 0,5% du PIB au deuxième trimestre. Dans le contexte d'inflation élevée, cette première partie de l'année s'accompagne toutefois d'une perte de pouvoir d'achat pour les Français. Mesuré par unité de consommation, celui-ci a selon l'institut reculé de 1,2 % au printemps, après une baisse de 1,8 % au premier trimestre.

Confrontés au renchérissement du coût de la vie, les ménages puisent dans leur bas de laine pour financer leurs dépenses. D'où une baisse sensible de leur taux d'épargne, de 16,7 % à 15,5 % de leur revenu disponible, entre avril et juin.

Grâce à cette « cagnotte », la consommation, premier moteur de la croissance française, a tenu, en hausse d'un modeste 0,3 %, après un repli de 1,2 % en début d'année. Les signes d'essoufflement restent néanmoins perceptibles. Si la consommation de services se porte bien, portée par l'activité florissante de l'hôtellerie et de la restauration, les achats de biens ont en revanche reculé de 0,8 % en volume en juillet, selon l'Insee.

Les biens manufacturés sont les premiers à faire les frais de cet ajustement. La flambée des prix fait aussi chuter les achats d'énergie et d'alimentation. « Les ménages ont ajusté très vite leur consommation à l'évolution de leur pouvoir d'achat. C'est un signe plutôt inquiétant », estime Mathieu Plane.

**L’AGENDA DU 2 septembre 2022**

**11h00 en zone euro**

Prix à la production pour le mois d'août

**14h30 aux Etats-Unis**

Rapport sur l'emploi pour le mois d'août